

**COMPTE RENDU**  
**REUNION DE CONSEIL MUNICIPAL DU 27 AVRIL 2012**

**Convocations du 18 AVRIL 2012**

**Présents :** Henri- Victor TOURNIER, Gilbert ADAMEC, Muriel LE SOBRE , Philippe BOTU, Yvette Guilleroy, Christian PIGNIER , Frédéric RENEVIER , Gérard THILLIER

**Excusé :** Yann MORAND ( pouvoir à M. le Maire), Sébastien CETTOUR – CAVE ( pouvoir à Yvette GUILLEREY ) ; Gilles ROBERT

**Secrétaire de séance :** Muriel LE SOBRE

Invité : M Daniel VILLEMIN : agence immobilière DROUZIN , Col du Corbier

**I / STATION DE DROUZIN LE MONT**

- Monsieur le Maire fait le compte rendu de la réunion qui s'est tenue entre la Mairie, Monsieur Michel Vivien Monsieur MARTIN , éventuel repreneur de la station et Monsieur Daniel VILLEMIN de l'Agence immobilière DROUZIN .

-Monsieur MARTIN proposerait un programme de reprise des remontées mécaniques ainsi que le projet immobilier de Monsieur VIVIEN afin d'en faire un lieu de vie avec de l'animation , des jeux un cadre de vie agréable ( en tout cas plus agréable) ; bref comme « un petit village ».

- Le fil conducteur est donc de renforcer l'attractivité du lieu : une résidence hôtelière avec restaurant , une épicerie., de ranger dans un bâtiment les dameuses et autres engins.

Aujourd'hui tout doit être mise en oeuvre pour que ce dossier avance rapidement : une prochaine réunion de travail est fixée au 30 MAI en Mairie avec les Copropriétaires des résidences de Drouzin.

**II/ SECURITE DES PISTES A LA STATION DE DROUZIN**

Toujours dans l'optique d'une éventuelle reprise de la station , Monsieur le Maire propose au Conseil Municipal de mettre en place une commission de sécurité des pistes ( compétence exercée jusque là par la sté de Monsieur Vivien ) qui pourrait être composée : du service des pistes , gendarmes, représentants de la Mairie, de l'ESF.

**III/ CENTRE DE LOISIRS**

Au niveau règlementaire , la gestion des centres de loisirs doit se faire sous l'égide d'une association nationale « Association des Familles Rurales de France ».

Cette association nationale a des ramifications dans chaque département.

Il fallait donc que cette association familles rurales 74 ait un relai au Biot ; ce qui est fait.

Ainsi , le bureau chargé de la gestion du centre de loisirs est monté : il prend la forme d'une association « Familles Rurales du Biot » avec une Présidente , une secrétaire , une Vice Présidente et une Trésorière.

A ce jour 25 enfants sont inscrits.

Le message a été passé à toutes les et écoles de la Vallée.

20 MAI 2012 : une réunion aura lieu pour les inscriptions définitives.

Une annonce est parue au journal Le messenger pour le recrutement d'animateurs .

#### **IV / EAU ET ASSAINISSEMENT**

- Un courrier a été fait aux titulaires de sources privées pour déterminer les conditions de facturation de l'assainissement.
- travaux assainissement liaison La Moille à Richebourg : avancement de chantier dans les délais , l'entreprise GIROD a attaqué l'antenne Colerin ; pas de difficulté particulière à signaler.

Monsieur le Maire demande au Conseil Municipal son accord pour mettre à l'ordre du jour les questions suivantes :

- Fruitière : signature des baux avec Gaec les Gaspardes et Verdannet Fromagerie.
- Personnel:
- Agrandissement ZA LA VIGNETTE

Le conseil Municipal donne son accord.

#### **V / FRUITIERE :**

- Les projets de baux entre la commune et GAEG les Gaspardes et la commune et Ets VERDANNET ont été établis par Me FAVRE avocat .

Le Conseil Municipal délègue Gilbert ADAMEC 1er adjoint pour signer l'ensemble des baux et des documents relatifs à ce dossier.

#### **VI / PERSONNEL :**

- reconduction du contrat de Robert VULLIEZ pour 6 mois à compter de juin 2012.

#### **VII / ZA LA VIGNETTE :**

Le projet d'extension de la ZA la Vignette tel que retenu au PLU approuvé le 20/02/2009 ( c'est à dire derrière l'actuelle ZA ) , n'a pas été retenu comme tel par les services de l'Etat ( direction Départementale des Territoires). : l'étude de faisabilité s'est révélée défavorable .

- Les services de l'état ont donc proposé d'envisager une extension vers l'aire de repos et les poste de relevage.
- Position de la commune :
  - NON ferme et définitif a une extension vers l'aire de repos
  - REEXAMEN de la faisabilité d'une extension tel que noté au PLU en réservant les terrains à l'implantation de petites entreprises artisanales peu demandeuses de surface .
  - MISE A L'ETUDE d'un projet « Sous Culaton » pour des entreprises plus importantes.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour la séance est levée à 23 h 30